

“L'affaire de Sonatrach a atteint l'image de l'Algérie”, s'est désolé hier le ministre de l'Énergie et des Mines, sur la Chaîne III de la radio publique, sans doute pas très à l'aise de sentir l'ombre du scandale auréoler son séjour viennois.

Après avoir appelé à “laisser la justice faire son travail”, suivi en cela par le Premier ministre, Chakib Khelil esquisse une nouvelle plaidoirie : “On ne peut pas remettre en cause cette gestion (de Sonatrach) parce qu'il y a eu des erreurs de certains cadres. Le cadre est un être humain. Il peut être attiré vers d'autres intérêts. Mais les cadres de Sonatrach sont valables et compétents. Ils n'ont pas besoin de le prouver”, dit-il.

Stratégie de défense pour le moins malhabile, car qui a soutenu que les cadres de Sonatrach ne sont pas “valables et compétents” ? Mais les “erreurs”, si elles ne remettent pas en cause la gestion de la société, demandent tout de même à être définies, et ce serait justement à la justice de les qualifier. Étrange argument du ministre : “l'humanité” du cadre fait qu'il peut être attiré vers “d'autres intérêts”. Est-ce juste une explication de l'éventuel délit ou une excuse ?

Faut-il réduire de la gravité du scandale parce que Sonatrach reflète, dans une grande mesure, l'image de l'Algérie et parce qu'elle est “le moteur du pays” et qu'elle assure ses revenus ?

En réalité, cet état de fait est déjà un scandale, en termes de politique de développement. Pourquoi un pays qui, depuis un demi-siècle, brandit des révolutions industrielles et agraires, des réformes économiques, des plans quadriennaux et quinquennaux, des programmes de soutien à la croissance, en est-il encore à endurer une survie rentière faite de monoexportation et de l'importation de 75% de ses besoins ? Il n'y a pas de mérite à tirer de ce que la Sonatrach assure les revenus du pays, quarante ans après la nationalisation des hydrocarbures.

Pour une fois qu'on a thésaurisé une partie de la rente, le ministre de la Participation et de la Promotion des investissements voudrait la rapatrier pour financer une “politique... industrielle” qui, pourtant, a été officiellement abandonnée. Les cent cinquante milliards de dollars budgétisés comme programme de soutien à la croissance ne suffiraient donc plus pour entretenir ces projets qui peinent toujours à être achevés ?

“L'image de l'Algérie”, si elle est atteinte, c'est par son incapacité à valoriser sa formidable rente. Il n'est pas normal qu'un État se soucie de la reproduction médiatique de l'image du pays, altérée par les scandales financiers, au lieu de se soucier de la réalité nationale caractérisée par le sous-développement politique, économique, social et scientifique qui sanctionne son image.

C'est sa gestion politique qui altère l'image de l'Algérie. Au point de faire appel à une équipe de football pour représenter la virtualité d'une réussite nationale. Et pour que le peuple se satisfasse de ce succès illusoire, contre le cours du jeu, on nous pousse collectivement derrière cette équipe, manière actuelle d'être... derrière les couleurs nationales.

On nous invite à soigner l'image du pays et à célébrer, dans les stades seulement, ses couleurs, pendant que son essence, dans tous les sens du terme, coule... dans tous les sens du terme aussi.

[LIBERTÉ](#)